

OXFAM GB

**EVALUATION DES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES EN
GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES**

[PHOTO REMOVED]

RAPPORT FINAL



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caribeenne_e_e@yahoo.com

AVRIL 2007

RESUME EXECUTIF

Les communes de Bas Limbé, de Port-Margot et du Borgne, situées à l'Ouest du Cap-Haïtien, et celle du Limbé au Sud-Ouest, représentent quatre communes les plus vulnérables du département du Nord. Ces quatre zones ont toujours traîné derrière elles une histoire de catastrophes liées aux menaces naturelles. En effet, de 2001 à 2005, l'inondation a provoqué la mort de plus de 59 personnes dans cette région, sans compter la destruction complète de plus d'une centaine de maison, la perte des centaines têtes de bétail et la dévastation des centaines d'hectare de culture.

Ainsi, dans le but de contribuer à la réduction du niveau de vulnérabilité de ces communautés, OXFAM GB a conçu et mis en œuvre un projet intitulé : « *Improving Community Preparedness in the Northern Department* ». Ce projet, cofinancé par l'Union Européenne dans le cadre de son programme DIPECHO, fixe, au niveau des communes précitées, les objectifs suivants :

- Créer des comités municipaux de Protection Civile et former leurs membres en matière de GRD.
- Créer des brigades de Protection Civile dans chaque section des communes retenues et former leurs membres en gestion de risques et de catastrophes naturelles.
- Informer et sensibiliser le grand public à savoir : Femmes, hommes et enfants sur les menaces existant et comment y faire face.

Pour atteindre ces objectifs, l'équipe de ce projet, dont la mise en œuvre a duré 15 mois à compter de 15 octobre 2005, a utilisé une méthodologie axée autour d'une série de modules de formation en GRD tant pour les brigades que pour les comités municipaux et par la distribution de certains matériels et équipements capables d'aider ces structures fraîchement créées dans la mission qui leur incombe.

En décembre 2006, le projet a bouclé son cycle. Et en mars 2007, la Société Caraïbienne des Eaux et de l'Environnement (SOCAEE) a été recrutée via un appel d'offre ouvert en vue de réaliser une mission au niveau des communes du Limbé, de Bas Limbé, de Port-Margot et du



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Borgne afin d'évaluer les résultats du projet. Cette mission d'évaluation, qui doit s'effectuer dans un intervalle d'un mois, a pour objectifs spécifiques de :

- Inventorier les connaissances acquises tant par les populations cibles que par les membres des Comites Communaux de Protection Civile en matière de gestion des risques et des désastres.
- Répertorier les nouvelles pratiques acquises par les populations cibles et les stratégies pour s'apprêter constamment à affronter les catastrophes naturelles et atténuer leurs effets désastreux.
- Analyser, en se basant sur la perception du risque et de la conscientisation à la vulnérabilité, les changements d'attitude et de comportement des populations cibles pour faire face aux catastrophes naturelles, s'adapter en leur occurrence et réduire les risques des désastres.

Pour réaliser ce travail, l'essentiel de la méthodologie utilisée par la mission s'articule, d'une part, autour d'entretiens collectifs (focus group) avec les comités municipaux et les brigades de protection civile mises en place dans les quatre communes et, d'autre part, autour d'enquêtes individuelles touchant hommes, femmes et enfants des quatre municipalités.

Les résultats de l'étude montrent que les membres des Comités Municipaux de Protection Civile (CMPC) et des Brigades de Protection Civile (BPC) mis en place par OXFAM GB sont assez bien formés. En effet, ils possèdent des connaissances assez larges sur les différents risques encourus par leur communauté respective, des idées précises sur la prévention et la mitigation des désastres et un savoir assez élaboré en ce qui concerne les procédures à mettre en œuvre devant aboutir à un plan de réponse en matière de gestion de risques et des catastrophes naturelles. Ces connaissances assez diversifiées dans le domaine les ont conduit, sous la supervision d'OXFAM, à l'élaboration d'un plan de réponse pour faire face aux éventuels désastres dans leur communauté, lequel plan prend en compte toutes les activités à réaliser avant, pendant et après une catastrophe.

La mission croit que les plans conçus par les structures répondent, certes, à une normativité technique en matière de GRD, mais ne valorisent pas assez les connaissances locales pour n'avoir pas privilégié la participation communautaire dans leur élaboration. Ils devraient être des projets communautaires de gestion du territoire focalisés sur la question du risque avec identification et localisation des principales menaces, vision de la vulnérabilité et formulation de plans d'action (avant, pendant et après).

En outre, l'applicabilité de ces plans n'est pas très claire. En effet, la réponse à une catastrophe naturelle demande des moyens en termes d'équipement, de ressources financières et humaines. Les informations obtenues montrent que ces comités sont assez dépourvus. Il y a



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraiBèenne_e_e@yahoo.com

un manque de volontaires formés et d'éventuelles sources financières ne sont pas encore identifiées.

La viabilité des structures est un autre aspect très important auquel la mission a accordé une attention particulière. En effet, il a été remarqué que les CMPC et les BPC n'ont pas de projets concrets en vue et ça peut être fatal pour la dynamique des groupes aussi jeunes. Cela peut freiner toute motivation et rend les structures moribondes. Et là se pose la question de leur reconnaissance officielle par la Direction de Protection Civile du Nord qui est encore dans l'impasse. En fait, une affiliation à cette structure départementale pourrait être bénéfique pour la psychologie des membres des groupes et peut être que ces derniers auront le bénéfice d'un minimum de suivi.

En ce qui concerne la population, la mission croit qu'elle a une quantité d'informations assez claire sur les menaces les plus pesantes comme les inondations, les cyclones, les tremblements de terre, et ce, tant chez les enfants que chez les adultes. Cependant, les pratiques et les mesures de protection adoptées par les gens sont assez faibles quand on sait que 68% des enfants et environ 55% des adultes enquêtés se disent habités dans des lieux inondables et 35% seulement savent où se réfugier pour se protéger en cas de catastrophes.

Nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire en termes de protection familiale. La visibilité des CMPC doit être augmentée pour améliorer l'état psychologique des gens à faire face aux désastres et des mesures communautaires sont de mise afin de dégager des aires sécurisantes pour les bétails en cas de l'imminence d'une catastrophe.

Sur base de ce diagnostic nous recommandons de :

A. Diversifier la formation des structures municipales et locales

Les formations en GRD doivent être appuyées par d'autres types de formation qui tendent à leur inculquer un certain esprit d'initiative, et cela dans le seul but de préserver la motivation des membres et par conséquent assurer la viabilité des structures mises en place.

B. Favoriser la participation locale dans l'élaboration des plans de réponses aux catastrophes naturelles.

Les plans de réponses en R&D élaborés par les structures mises en place sont assez valables en terme normatif. Cependant, ils ne prennent pas assez l'aspect culturel des communautés et les connaissances locales en la matière. Des plans conçus avec une forte participation des gens au sein de la communauté résoudre ce problème et cette façon de faire contribuerait à l'augmentation de la visibilité des groupes constitués et à la sensibilisation de beaucoup plus de gens au niveau des communes.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

C. Intégrer les organes officiels de protection civile (la DPC par exemple) dans la mise en place et dans la formation des structures

Les structures mises en place sont appelées à résister au temps. Pour cela, elles doivent être insérées dans une dynamique qui tend à pérenniser la motivation des gens soit à travers des séminaires de formation, soit à travers le financement de petits projets en mitigation de désastres. Et là, leur affiliation à la DPC est un impératif.

D. Améliorer la stratégie de communication au grand public

En ce qui concerne la sensibilisation du grand public en matière de risques et des désastres, certaines stratégies utilisées dans le cadre du VIH-SIDA sont applicables. Par exemple, un poster géant dans une communauté avec des slogans pertinents, ne passera pas inaperçu. En outre, l'organisation de « meeting » en plein air est un autre moyen pouvant aider à l'amélioration de la communication au grand public.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

TABLES DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	0
TABLES DES MATIERES.....	4
SIGLES ET ABBREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX.....	5
LISTE DES FIGURES	5
1. INTRODUCTION.....	6
1.1 LE CONTEXTE HAÏTIEN EN MATIERE DE RISQUE / BUT DU PROJET	6
1.2 PRÉSENTATION DES AIRES D’INTERVENTION DU PROJET.....	7
<i>1.2.1 Localisation et accès des zones d’étude.....</i>	<i>7</i>
<i>1.2.2 Population.....</i>	<i>7</i>
<i>1.2.3 Environnement et cataclysmes naturels.....</i>	<i>8</i>
1.3 BRÈVE DESCRIPTION DU PROJET	9
1.4 LES OBJECTIFS DE L’ÉVALUATION / DURÉE	10
1.5 MÉTHODOLOGIE.....	10
<i>1.5.1 Recherche documentaire</i>	<i>11</i>
<i>1.5.2 Entretiens semi structurés.....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.3 Entretiens de groupe.....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.4 Enquêtes individuelles.....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.5 Observations.....</i>	<i>12</i>
<i>1.5.6 Traitement des données</i>	<i>12</i>
1.6 ORGANISATION DU DOCUMENT.....	12
2. RÉSULTATS ET ANALYSE.....	12
2.1 LES COMITÉS MUNICIPAUX DE PROTECTION CIVILE (CMPC)	12
<i>2.1.1 La structure organisationnelle des CMPC.....</i>	<i>13</i>
<i>2.1.2 La capacité de réponses des CMPC.....</i>	<i>15</i>
2.2 LES BRIGADES DE PROTECTION CIVILE (BPC).....	18
<i>A. Présentation des brigades.....</i>	<i>18</i>
<i>B. Connaissances des brigades en GRD.....</i>	<i>18</i>
<i>C. Plan de préparation des brigades.....</i>	<i>19</i>
<i>D. Analyse aspect institutionnel / capacités de réponse des brigades.....</i>	<i>19</i>
2.3 LES BÉNÉFICIAIRES DES DIFFÉRENTES MUNICIPALITÉS.....	20
<i>2.3.1 Connaissances des menaces des bénéficiaires.....</i>	<i>20</i>
<i>2.3.2 Pratiques sécuritaires des bénéficiaires des différentes communes en R&D</i>	<i>21</i>
<i>2.3.3 La capacité de réponse de la population</i>	<i>22</i>
<i>2.3.4. Analyse des résultats.....</i>	<i>24</i>



Une meilleure stratégie pour la gestion de l’eau et de l’environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	25
3.1 CONCLUSION.....	25
3.2 RECOMMANDATIONS.....	26

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANNEXES

SIGLES ET ABREVIATIONS

DPC	: Direction de la Protection Civile
GRD	: Gestion des risques et des désastres
CMPC	: Comité Municipal de Protection Civile
BPC	: Brigades de Protection Civile
IHSI	: Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique
SOCAEE	: Société Caraïbéenne des Eaux et de l'Environnement
CCI	: Cadre de Coopération Intérimaire
RGPH	: Recensement Général de Population Haïtienne
DIPECHO	: Bureau de préparation Catastrophe de l'Aide Humanitaire

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: Niveau d'assimilation des formations dispensées aux membres des CMPC
Tableau 2	: Niveau de connaissance des brigades pour les différents thèmes traités

LISTE DES FIGURES

Figure 1	: Département du Nord d'Haïti / Communes ciblées par l'étude
Figure 2	: Répartition de la population par tranche d'âge au niveau des communes (Limbé, Bas Limbé, Port Margot, Borgne) touchées par l'étude.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haïti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

1. INTRODUCTION

1.1 LE CONTEXTE HAÏTIEN EN MATIERE DE RISQUE / BUT DU PROJET

Au seuil de ce nouveau millénaire, la vulnérabilité des gens face aux catastrophes naturelles est un défi mondial. Son incidence et sa sévérité sur le développement tant national que mondial constituent une préoccupation majeure pour tous les décideurs. Ainsi en vue de réduire l'impact de ce fléau sur les populations, des stratégies de lutte sont élaborées et mises en oeuvre. En effet, la compréhension de plus en plus poussée des phénomènes aléatoires responsables et l'analyse approfondie du degré d'exposition des gens, ont permis d'élaborer des outils et de concevoir des plans stratégiques dans de nombreux pays dans le seul but d'appuyer le combat contre ces calamités qui ne cessent de s'amplifier à travers le monde et particulièrement en Haïti ces dernières années.

De part sa position géographique, sa topographie, son histoire géologique, son économie précaire et sa surpopulation, Haïti est un pays en situation d'extrême vulnérabilité face aux aléas naturels. Elle est en proie à des menaces croissantes et complexes d'origine hydrométéorologique (cyclones, tempêtes tropicales, sécheresse) et sismique (tremblement de terre).

Selon le document préparé par le « Groupe Thématique Environnement » dans le contexte du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI), de 1900 à 2004, Haïti a été victime de 50 catastrophes majeures provoquées par l'impact de phénomènes d'origine climatique. En effet, 17 cyclones et tempêtes, 27 inondations et 7 sécheresses ont été enregistrés. Cumulées au cours de cette période, ces catastrophes ont fait plus de 14 761 victimes et plus de 5'980'983 sinistrés (Haïti-CCI, 2004). L'une des tempêtes la plus récente, la tempête Jeanne qui a frappé la ville des Gonaïves en Septembre 2004, a provoqué la mort de 2,000 personnes, et a laissé derrière elle plus de 250,000 sinistrés sans compter les multiples dommages causés dans le secteur agricole et au niveau infrastructural (R. Toussaint, 2004).

Ainsi, dans l'objectif de contribuer à la réduction du niveau de vulnérabilité des gens face à ces aléas, OXFAM GB a conçu et mis en oeuvre un projet intitulé : *Improving Community Preparedness in the Northern Department*. Ce projet implémenté dans les communes du Cap-Haitien, du Limbé, de Bas-Limbé, du Borgne et de Port-Margot s'articulait autour de quatre axes d'intervention : 1) La gestion locale des risques en milieu rural et urbain, 2) la mise en place de systèmes d'alerte précoce, 3) La sensibilisation et l'éducation des enfants, 4) le renforcement des capacités des Comités locaux de



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Protection Civile du Cap-Haïtien et des Comités Communaux de Protection Civile dans les communes rurales ciblées (Interim Report OXFAM GB, 2006).

En fait, l'un des objectifs clés est que les femmes, les enfants et les hommes résidant dans l'aire d'intervention du projet soient conscientisés et soient sensibles à l'origine et aux causes des catastrophes naturelles. Cette prise de conscience devrait leur permettre d'agir en citoyen avisé et de développer des pratiques stratégiques pouvant leur aider à réduire leur niveau de vulnérabilité vis-à-vis des catastrophes naturelles auxquelles ils font face régulièrement.

1.2 PRÉSENTATION DES AIRES D'INTERVENTION DU PROJET

Comme signalé ci-dessus, le projet a été implémenté dans le département du Nord d'Haïti et plus particulièrement dans les municipalités du Cap-Haïtien, Limbé, Bas Limbé, Port-Margot et Borgne (figure 1). Une présentation succincte des quatre dernières faisant objet de cette évaluation est présentée dans les paragraphes suivants.

[Figure Removed]

Figure 1 : Département du Nord d'Haïti / Communes ciblées par l'étude

1.2.1 Localisation et accès des zones d'étude (Limbé, Bas Limbé, Port-Margot, Borgne)

La commune du Limbé est située au Sud-ouest de la métropole du Nord (Cap-Haïtien) à un peu plus d'une vingtaine de kilomètres. Elle est limitée au nord par la commune de Bas-Limbé, au sud par Plaisance et le département de l'Artibonite, à l'ouest par les communes de Plaisance et de Port-Margot et à l'Est par l'Acul du Nord. Elle est constituée d'un quartier et de six sections communales et couvre une superficie d'environ 122,24 km² (IHSI, 1998).

La principale agglomération de cette commune, la ville du Limbé, est accessible par La Nationale N° 1. Quand aux sections communales, leur accès est possible via des pistes en terre battue difficilement carrossables par temps de pluie.

En ce qui concerne les communes de Bas-Limbé, Port-Margot et Borgne, elles sont situées à l'ouest du Cap-Haïtien, respectivement à 31, 34, 51 Km et sont toutes limitées au Nord par l'Océan Atlantique (figure 1). La commune de Bas Limbé est constituée de deux (2) sections communales, celle de Port-Margot de deux (2) quartiers et de six sections et Borgne de sept (7) sections communales. Ces trois communes s'étendent respectivement sur 53.6, 147.5 et 191.5 km² (IHSI, 1998).

Elles sont accessibles via des routes secondaires en très mauvais état.

1.2.2 Population



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Ces quatre communes abritent 171984 habitants soit 88547 femmes et 83439 hommes selon les statistiques de 2003 (IHSI-RGPH, 2003). La figure 2 élaborée à partir des données démographiques pour chacune des zones montre que la plus grande partie de la population est rurale et est très jeune.

En ce qui concerne la densité de la population, elle est de 539, 300, 261 et 270 hab/km² pour les communes respectives du Limbé, Bas-Limbé, Port-Margot et de Borgne.

1.2.3 Environnement et cataclysmes naturels

Le relief des communes du Limbé et de Bas Limbé est dominé en grande partie par une zone de plaine nervurée par quelques 15 rivières venant de la partie montagneuse. Les sols au niveau de la partie basse, étant assez lourds, se prêtent à l'engorgement en absence de drainage. Certaines parties de ces deux communes sont assez boisées et protégées, mais la tendance vers le déboisement et son corollaire, l'érosion, se font sentir de plus en plus forte sur les zones d'altitude telles que Camp Coq, Ravine des roches, Acul Jeannot, etc.

En ce qui concerne les communes de Port-Margot et de Borgne, le relief est assez accidenté mais avec un accent plus prononcé sur la commune de Borgne. Le réseau hydrographique sillonnant les deux zones est assez dense. En effet, la commune du Borgne est traversée par neuf (9) rivières et celle de Port-Margot par six (6) sans compter les multiples cours d'eau épisodiques (ravins) où coule l'eau par temps de pluie.

Selon les données de l'IHSI (1998), ces deux communes possèdent une couverture arborée assez importante, constituée d'arbres fruitiers et forestiers, mais qui est en train d'être dilapidée aux fins de charbon de bois pour les besoins énergétiques de la population et de certaines micro entreprises, et de bois d'œuvre pour la construction. Un espace constitué de ligneuses de type forestier au niveau de la commune de Port-Margot est classé comme zone à protéger.

[Figure Removed]

Figure 2 : Répartition de la population par tranche d'âge au niveau des communes (Limbé, Bas Limbé, Port Margot, Borgne) touchées par l'étude (Source : IHSI, 2003)

L'érosion hydraulique, résultat d'une part de la vulnérabilité des sols suite à l'abattage des arbres et d'autre part de l'abondance des eaux de ruissellement du fait de la diminution de l'infiltrabilité des sols, est très poussée au niveau de Cote de fer et de Fond Lagrange dans la commune du Borgne, mais aussi à Corail, Bois Gauche, Grande Plaine du côté de Port-Margot.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Ces zones à savoir Limbé, Bas Limbé, Borgne et Port-Margot représentent quatre des communes les plus vulnérables du département du Nord. Cette vulnérabilité est liée essentiellement à des problèmes d'aménagement du territoire combinés à une exploitation incontrôlée des terres d'altitude qui complique les questions cruciales de contrôle du régime des eaux et des crues.

Ces quatre communes ont toujours traîné derrière elles une histoire de catastrophes liées aux menaces naturelles. De 2001 à 2005, l'inondation a provoqué la mort de plus de 59 personnes dans cette région, la perte d'environ 1000 têtes de bétail, la dévastation des centaines d'hectare de cultures, la destruction complète de plus d'une centaine de maison, l'évacuation des centaines de familles, etc (Interim report OXFAMGB (2006), IHSI (2003)). L'ampleur des dégâts enregistrés est le résultat de l'action prédatrice de la population sur les ressources ligneuses, de son ignorance vis-à-vis de sa vulnérabilité et d'un manque d'information et de préparation en matière de risques et désastres.

1.3 BRÈVE DESCRIPTION DU PROJET

Dans le but d'aider certaines communautés du département du Nord à réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, OXFAM GB a conçu et implémenté un projet intitulé : « *Improving Community Preparedness in the Northern Department* ». Ce projet a été cofinancé par l'Union Européenne, dans le cadre de son Programme DIPECHO, et son exécution a duré 15 mois à compter du 15 octobre 2005.

Plusieurs communes du département du Nord ont été touchées par les activités du projet, notamment, en ce qui nous concerne, les communes du Limbé, de Bas Limbé, de Port-Margot et du Borgne. Au niveau de ces aires d'intervention, la stratégie adoptée par l'équipe du projet s'articulait autour des axes consistant à :

- Créer des comités municipaux et former leurs membres en matière de GRD. L'objectif est d'avoir des structures qui soient opérationnelles et capables de répondre aux éventuelles catastrophes que pourront faire face les différentes communautés.
- Créer des brigades dans chaque section des communes retenues et former les membres en gestion de risques et de catastrophes naturelles. Le but recherché est d'avoir des leaders dans chaque localité des différentes sections qui soient en mesure d'aider leur communauté à donner une réponse adéquate aux désastres naturels.
- Informer et sensibiliser le grand public à savoir : Femmes, hommes et enfants sur les menaces existant et comment y faire face. L'objectif poursuivi est que les membres des différentes communautés aient des connaissances sur les désastres et sur cette base changer de comportement et adopter de nouvelles pratiques tendant à réduire leur vulnérabilité.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

La méthodologie utilisée par l'équipe du projet en vue d'atteindre ces objectifs tourne avant tout autour d'une série de modules de formation en GRD tant pour les brigades que pour les comités municipaux et par la distribution de certains matériels capables d'aider ces structures fraîchement créées dans la mission qui leur incombe.

En décembre 2006, le projet a bouclé son cycle et c'est à ce niveau que la Société Caraïbienne des Eaux et de l'Environnement (SOCAEE) a été recrutée via un appel d'offre ouvert afin d'évaluer certains résultats obtenus dans le cadre des activités réalisées dans les communautés précitées.

1.4 LES OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION / DURÉE

Le mandat prescrit par le Donneur d'Ordre à savoir OXFAM GB est décrit dans les termes de référence annexés à ce rapport. En essence, il consiste à réaliser une évaluation des résultats obtenus dans le cadre du projet décrit ci-dessus au niveau des communes du Limbé, Bas Limbé, Port-Margot et de Borgne. Plus spécifiquement, les objectifs de la mission sont les suivants :

- Inventorier les connaissances acquises tant par les populations cibles que par les membres des Comites Communaux de Protection Civile en termes de gestion des risques et des désastres.
- Répertoire les nouvelles pratiques acquises par les populations cibles et les stratégies pour s'approprier constamment à affronter les catastrophes naturelles et atténuer leurs effets désastreux.
- Analyser, en se basant sur la perception du risque et de la conscientisation à la vulnérabilité, les changements d'attitude et de comportement des populations cibles pour faire face aux catastrophes naturelles, s'adapter en leur occurrence et réduire les risques des désastres.

Cette mission d'évaluation doit être réalisée dans l'intervalle de quatre (4) semaines soit un mois à compter du 1^{er} mars 2007.

1.5 MÉTHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs fixés, la Mission d'évaluation a adopté une démarche s'articulant autour de six points centraux qui sont les suivants : Recherche documentaire, Entretiens semi structurés, Entretiens de groupe, Enquêtes individuelles, Observations de terrain et Traitement des données récoltées.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraienne_e_e@yahoo.com

1.5.1 Recherche documentaire

Une révision de la documentation existante au niveau du projet a été effectuée, particulièrement celle traitant les connaissances et pratiques des communautés en matière de gestion des risques et des désastres avant l'implémentation du projet et aussi celle mettant en exergue les différents types de formation diffusé aux publics cibles dans les aires d'intervention du projet. Le but de cette bibliographie est d'avoir un repère par rapport aux connaissances vulgarisées par le projet au cours de son exécution dans les différentes zones et aussi d'avoir une vision claire du contenu des formations diffusées.

1.5.2 Entretiens semi structurés

Les entrevues semi structurées touchent particulièrement les acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre du projet. L'idée est de pénétrer d'une part la méthodologie de l'équipe technique responsable de la diffusion des connaissances aux communautés en gestion des risques et désastres et d'autre part jauger son niveau de satisfaction par rapport aux indicateurs définis dans le cadre du projet.

1.5.3 Entretiens de groupe

Ces entretiens de groupe ou « Focus group » se sont tenus tout d'abord avec les différents comités municipaux de chaque municipalité ciblée (quatre au total : Limbé, Bas Limbé, Port Margot et Borgne) et ensuite avec les brigades des différentes sections communales de chacune des quatre communes. En ce qui concerne ces brigades, un échantillon de trois unités a été retenu par commune et les entrevues de groupe étaient réalisées avec chacune séparément.

Les entrevues qui se faisaient suivant une démarche participative, ont permis de se rendre compte de la « Capacité de réponse » des comités et des brigades en matière de gestion de risques et des catastrophes et aussi de mesurer l'aspect structurel et organisationnel de ces entités mises en place dans le cadre de ce projet. Les différents thèmes traités avec les structures sont présentés en annexe.

1.5.4 Enquêtes individuelles

L'objectif de ces enquêtes est de mesurer les connaissances, le comportement et les pratiques des membres de la communauté en matière de gestion de risques et désastres par le questionnement individuel. Elles ont touché les différents groupes sociaux au sein des quatre communautés ciblées: les enfants, les femmes et les hommes. Pour chaque catégorie, un échantillon de 20 individus pris au hasard a été retenu, sauf pour la municipalité du Limbé où 40 individus ont été choisis par groupe social afin de tenir compte de sa démographie plus importante par rapport aux autres. Et pour avoir une bonne répartition spatiale de l'échantillon, les individus questionnés ont été sélectionnés dans différents endroits de l'espace occupé par les populations.

Les différents thèmes abordés dans le cadre de ces entrevues individuelles sont présentés à l'annexe du rapport.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

1.5.5 Observations

Autre point central de notre démarche méthodologique consiste à effectuer des visites d'observation du milieu dans lequel évoluent les communautés. Le but est de repérer certaines pratiques initiées par les gens soit dans leur façon de construire leur maison ou au niveau de leur environnement immédiat qui tendent à réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles.

1.5.6 Traitement des données

De par la méthodologie utilisée, deux catégories de données ont été collectées. Une provenant des « focus group » et a, globalement, une teneur qualitative et l'autre des enquêtes individuelles traitant l'aspect quantitatif de l'étude. Cette démarche mixte adoptée nous a orienté vers deux types de traitement. En effet, les données récoltées via les entretiens de groupe ont été traitées suivant une grille à double entrée qui prend en compte d'une part les thèmes abordés dans le cadre des discussions qui ont eu lieu et d'autre part l'espace géographique concerné.

Quant aux données issues des enquêtes individuelles, leur traitement était réalisé avec le SPSS, l'un des logiciels statistiques les plus performants existant de nos jours sur le marché.

1.6 ORGANISATION DU DOCUMENT

Le produit de la mission de la SOCAEE, à savoir ce document, est organisé en trois parties. La première correspond à la partie introductive où sont traitées certaines généralités en ce qui concerne la zone d'étude, les objectifs de la mission et où également ce travail d'évaluation est situé dans son contexte méthodologique.

La seconde partie est celle des résultats dans laquelle ces derniers sont présentés avec une analyse de leur effectivité et leur viabilité.

Et finalement la troisième partie où des recommandations sont faites sur base des analyses effectuées dans le cadre de ce diagnostic.

2. RÉSULTATS ET ANALYSE

2.1 LES COMITÉS MUNICIPAUX DE PROTECTION CIVILE (CMPC)

La mission a rencontré les quatre CMPC des municipalités ciblées à savoir Limbé, Bas Limbé, Port-Margot et Borgne. Ces CMPC créés par OXFAM GB ont pour mandat d'aider



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraienne_e_e@yahoo.com

leur communauté respective à organiser une réponse appropriée aux éventuelles menaces qu'elle aura à faire face dans le futur.

Pour être efficace dans ce rôle qui leur incombe, il est indispensable que ces comités aient non seulement les connaissances et les moyens nécessaires en matière de GRD mais aussi il est impératif d'avoir une structure d'organisation adéquate permettant de planifier, de décider et d'agir. En somme, la fonctionnalité de ces comités doit être vue d'une part à travers la compétence de ces membres et d'autre part via l'automatisme du groupe dans les prises de décision. Ainsi notre analyse se base sur ces deux aspects jugés primordiaux en ce qui concerne l'opérationnalité des CMPC mis en place par OXFAM.

2.1.1 La structure organisationnelle des CMPC

A. Les Comités

Les CMPC sont des structures très jeunes. Tous ont été créés par OXFAM GB dans l'intervalle allant de janvier 2006 à décembre 2006. Le CMPC du Limbé comprend 25 membres et ceux du Bas Limbé, du Borgne et de Port-Margot ont respectivement 30, 27, 35 membres. L'aspect genre est largement pris en compte avec une représentation moyenne d'environ 45% de femmes sauf dans la commune du Borgne où elle est de 23%.

Dans toutes les municipalités, les CMPC sont constitués par les représentants des institutions présentes dans la commune telles que la Justice de paix, la Mairie, la Police, l'Education, etc. et de la société civile notamment les organisations de base.

B. Le fonctionnement des CMPC sur le plan organisationnel

Les CMPC n'ont ni règlements internes et statutaires régissant leur fonctionnement, ni acte constitutif faisant foi de leur existence. Ils n'ont pas non plus des documents légaux de reconnaissance, mais selon eux le processus serait en cours en vue d'une reconnaissance officielle par la Direction de Protection Civile du département du Nord (DPC).

Tous les CMPC possèdent un organe exécutif de quatre membres (comité directeur) pour la coordination de leurs activités, pour la mise en œuvre des prises de décision et pour leur représentation auprès d'autres instances.

Chaque CMPC est divisé en quatre commissions : a) Commission Prévention pour la réalisation d'activités liées à la mitigation, b) Commission Communication pour l'alerte et l'information de la communauté, c) Commission Réponses pour les différentes interventions pendant et après une catastrophe et d) Commission Logistique pour la gestion des centres d'évacuation.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Tous les CMPC tiennent des réunions, soit chaque semaine dans le cas des communes du Limbé et de Bas Limbé, chaque quinzaine en ce qui concerne Port Margot et une fois par mois pour la commune du Borgne. A part ces rencontres régulières, les CMPC seraient prêts aussi à se réunir en cas d'urgence. On ne sait pas trop ce qui se discute dans ces réunions car aucun des comités ne disposent d'archives. En outre, les lieux où se tiennent ces rencontres ne sont pas fixes, ils peuvent être changés de temps à autre suivant la disponibilité de ces locaux.

A part OXFAM GB, ces comités n'ont pas de relations avec d'autres institutions en dehors de leur zone d'intervention respective, sauf le CMPC du Limbé qui se dit en contact avec le Centre Météorologique Départemental du Nord.

C. Analyse de la structure organisationnelle des CMPC

Sur la base du diagnostic réalisé sur les comités en termes de structure on peut dire que les CMPC ont une ossature assez complète. En effet, ils sont constitués par les représentants de tous les organes décisionnels d'une commune donnée. Ceci sous-entend que les membres ont un niveau d'éducation qui leur permettrait d'absorber avec une relative aisance les connaissances qui sont mises à leur disposition et aussi un niveau de leadership qui faciliterait les prises de décision et leur implémentation.

En outre la représentativité féminine relativement importante au sein de ces comités constitue un autre atout majeur à prendre en considération. En effet, on reconnaît unanimement le dynamisme, la motivation et l'engagement dont font montre les femmes quand elles sont présentes dans ces types d'organisation.

La mission d'évaluation croit aussi que la répartition de chaque CMPC en différentes commissions est d'une importance capitale pour l'accomplissement de cette mission aux multiples facettes. Cette démarche empêche non seulement une gestion autocratique du groupe, mais aussi facilite le choix des membres au sein d'un service en fonction de son aptitude et ses connaissances du champ d'intervention de la commission. Cependant le mandat de chaque commission n'est pas clairement défini, ce qui peut prêter à confusion en période d'urgence. Par exemple, la « Commission Réponses » est responsable de toutes les activités pendant et après la catastrophe, alors on se demande quelle est la place de la « Commission Logistique » dont la mission est la gestion des centres d'évacuation. Ainsi, un chevauchement de rôle est fort possible et aura pour conséquence le ralentissement de la bonne marche des opérations.

Comme signalé, les résultats des discussions dans le cadre des différentes réunions tenues par tous les comités ne sont pas archivés, ce qui peut conduire à l'oubli des décisions adoptées autour d'un sujet important traité. En plus, l'absence de locaux permanents est un problème assez crucial pour de tels comités qui se mettent au service d'une population. Non seulement ça ne facilite pas l'archivage des documents, mais aussi ça réduit considérablement la



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

visibilité des habitants vis-à-vis des CMPC. En fait, la population doit savoir où se rendre en cas de recherche d'informations ; et là un point fixe d'opération connu par tout le monde s'avère indispensable.

C'est vrai que cette visibilité doit être effective au sein de la communauté, mais elle est tout aussi importante avec d'autres institutions extérieures et particulièrement celles oeuvrant dans le domaine de GRD, particulièrement la DPC du département du Nord et celles pouvant fournir des informations en cas de besoin ou en cas d'urgence. Le cas particulier du CMPC du Limbé qui tisse un certain contact avec le Centre Météo du département du Nord est un pas assez important et qui mérite d'être suivi par les autres CMPC.

2.1.2 La capacité de réponses des CMPC

A. Connaissances des membres en GRD

Les membres des CMPC ont des connaissances assez générales sur tous les types de désastre mais ils sont spécifiquement formés pour intervenir dans la gestion des risques et des catastrophes liés aux cyclones et aux inondations. Selon eux divers types de formation ont été donnés, mais surtout en **systeme d'alerte, en évaluation de dégâts, évacuation, gestion de centre d'évacuation, secours et en distribution d'aide**. Pour toutes ces formations le score moyen le plus grand en terme d'assimilation est obtenu par le CMPC de Borgne, il est estimé à environ 73%. Il est suivi par celui de Bas Limbé avec un score de 63% puis par Limbé 58% et Port-Margot 43%.

La formation la plus assimilée par les membres des CMPC est la « Distribution d'aide » et est suivie par « l'Alerte » accusant un score moyen de 63%. La moins maîtrisée est la « Gestion des centres d'évacuation » et est secondée par l'évaluation des dégâts avec un score de 60%. Les informations plus détaillées pour chaque CMPC sont présentées au tableau 1.

B. Plan de préparation des CMPC

Tous les CMPC ont un plan de préparation pour répondre aux éventuelles catastrophes naturelles dans leur municipalité respective. Ce modèle comprend : un plan d'alerte, un plan d'évacuation, un plan d'évaluation des dégâts et des besoins, un plan de gestion d'eau et assainissement, un plan de distribution d'aide et un plan de gestion de centre d'évacuation.

En effet le plan d'alerte de chaque CMPC est composé de trois phases (Pré-alert 1, Pré-alert 2 et Alert 1) et toutes les activités nécessaires y sont décrites. Pour chaque activité des responsables sont choisis, les moyens requis sont identifiés et la période de sa réalisation est définie.



En ce qui concerne le plan d'évacuation, toutes les zones vulnérables de chaque municipalité sont identifiées et classées par ordre de priorité, les membres responsables de l'évacuation de chaque zone sont choisis, les centres d'accueil sont identifiés et les moyens de transport à utiliser sont connus. En somme pour chaque plan le même scénario se répète. Il tourne autour des différentes activités à réaliser, des ressources humaines responsables, de la période de mise en œuvre et des moyens matériels nécessaires.

Tableau 1 : Niveau d'assimilation des formations dispensées aux membres des CMPC

[Table Removed]

C. Les moyens matériels et ressources financières des CMPC

Les équipements dont dispose chaque CMPC pour l'exécution de leur plan sont, à peu de chose près, semblables. Ce sont en général des brancards, des pioches, des brouettes, des mégaphones, des gants, des bottes, des par-dessus et des lampes de poche qui ont été donnés par OXFAM GB. Quant aux ressources financières disponibles ou sources possibles pour la mise en œuvre de certaines activités liées au plan de réponses, tous les CMPC ont répondu qu'ils n'en ont aucune. Sauf le comité du Limbé qui pense instituer une taxe de GRD avec l'aide de la Mairie en vue de créer un fond utilisable en cas d'urgences liées aux catastrophes naturelles.

D. Ressources humaines disponibles

Les ressources humaines disponibles pour l'implémentation du plan élaboré et dont l'objectif est de répondre aux désastres naturels sont constituées essentiellement des membres des CMPC. L'idée de créer au niveau de chaque municipalité une banque de personnes ressources volontaires formées dans les divers champs en rapport au plan est là mais n'est pas encore concrétisée.

E. L'expérience des CMPC en gestion de risques et désastres

Comme on l'avait fait remarquer, les CMPC sont des structures assez jeunes. Ils n'ont pas encore fait l'expérience de gestion d'un désastre au sein de leur communauté. Cependant des exercices de simulation grande nature rentrant dans le cadre de leur formation ont été réalisés pour chaque comité.

F. Analyse de la capacité de réponse des CMPC



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Les membres des CMPC pris individuellement paraissent avoir assez de connaissances pour remplir leur mission au sein de leur comité respectif. Les exercices de simulation réalisés constituent un atout majeur pour les rendre plus adroits et plus opérationnels dans les tâches qui leur incombent. Ils ont une vision globale du plan de réponse mis en place au niveau de leur communauté et semblent être motivés pour sa mise en œuvre en cas d'urgence.

En effet, le modèle de réponse des CMPC est assez bien élaboré, il présente le détail de toutes les activités qui doivent être réalisées avant, pendant et après un désastre. Les responsables de chaque activité sont identifiées et les moyens requis sont connus. Dans les cas particuliers du plan d'alerte et d'évacuation de chaque CMPC, la mission trouve que l'essentiel est pris en compte. En effet, un système de codes est mis en place pour alerter la population, et en cas d'imminence de la menace les zones à évacuer sont identifiées par ordre de priorité et les différents centres d'accueil des évacués sont précisés.

Ces plans répondent à une certaine normativité technique, certes, en matière de GRD, mais ne valorisent pas assez les connaissances locales pour n'avoir pas privilégié la participation communautaire dans leur élaboration. Ils devraient être des projets communautaires de gestion du territoire focalisés sur la question du risque avec identification et localisation des principales menaces, vision de la vulnérabilité et formulation de plans d'action (avant, pendant et après).

En outre, l'application de ces plans n'est pas également assez claire. En effet, la réponse à une catastrophe naturelle demande des moyens matériels en termes d'équipement, de ressources financières et humaines. Les informations obtenues montrent que ces comités sont assez dépourvus. Le peu de matériels qu'ils ont, fournis par OXAFAM GB, sont en quantité nettement insuffisante. En outre, ils n'ont pas d'argent disponible, n'ont pas un compte bancaire pour recevoir d'éventuels dons et ne savent même pas quoi faire pour en avoir, sauf le CMPC du Limbé qui pense instituer une taxe de GRD avec la collaboration de la Mairie. En ce qui concerne les ressources humaines, il est presque impossible que seuls les membres des CMPC puissent organiser et donner une réponse adéquate à un désastre d'envergure. Alors il est important d'avoir d'autres bras en formant des volontaires au sein de la communauté. Un plan de formation élaboré en ce sens est un impératif pour la mise en œuvre du modèle défini par les CMPC pour leur municipalité respective.

La viabilité des structures mises en place est un autre aspect de la question qu'il ne faut pas négliger. En Haïti, des organisations de la société civile pullulent, elles se mettent en place avec une rapidité déconcertante, mais elles disparaissent aussi de la scène avec la même cinétique qu'elles ont été créées. Ce problème de viabilité peut être expliqué par le manque d'initiative des membres à se créer des activités capables de tenir l'organisation en « état d'alerte ».



La mission a remarqué que les CMCRD n'ont pas de projets concrets en vue et ça peut être fatal pour la dynamique des groupes aussi jeunes. Cela peut freiner toute motivation et rend l'organisation moribonde. C'est pour dire que la viabilité de ces comités n'est pas fonction uniquement des formations en GRD dispensées aux membres, mais dépend aussi fortement de l'esprit d'initiative qui leur est inculqué. Cette attitude ils l'auraient eu par des modules de formation en identification et en gestion de projets communautaires. Ils sauraient comment identifier un projet de réduction de risque en accord avec leur communauté, comment monter ce projet, où partir à la recherche de son financement, comment planifier et gérer sa mise en œuvre. Et ça c'est primordial pour tenir en éveil les membres, augmenter la visibilité des comités par rapport à la population et aux organisations extérieures à la communauté et par conséquent assurer la viabilité des CMPC.

2.2 LES BRIGADES DE PROTECTION CIVILE (BPC)

A. Présentation des brigades

Les brigades sont des groupes de leaders communautaires formés en GRD par OXFAM GB dans chaque section des communes du Limbé, de Bas Limbé, du Borgne et de Port-Margot. Elles sont au nombre de 22 (6 à Limbé, 2 à Bas Limbé, 6 à Port-Margot et 8 au Borgne) et chacune est composée de 15 personnes (hommes et femmes) provenant des différentes localités de la section. Elles sont investies de la même mission que les CMPC, c'est-à-dire organiser leur communauté respective en vue de donner une réponse adéquate aux éventuelles catastrophes naturelles.

Chaque brigade a un comité exécutif présidé par un coordonnateur qui est le représentant du Conseil d'administration de la section (CASEC) et est divisée en trois commissions de cinq membres : 1) Commission Premiers Soins et en techniques de sauvetage, 2) Commission en gestion des risques et des désastres (Alerte, Evacuation et Evaluation de besoins) et 3) Commission Santé, Assainissement et Gestion distribution d'aide. Elles n'ont ni acte constitutif, ni règlements internes et statutaires et ne sont pas encore reconnues officiellement par la Direction de Protection Civile du département du Nord.

B. Connaissances des brigades en GRD

Les brigades ont reçu quatre types de formation : a) Formation en premiers soins et en techniques de sauvetage en cas d'inondation, b) Formation de base en gestion de risque et désastre qui comprend un volet Alerte, Evacuation, Evaluation des besoins en situation d'urgence et 3) Formation en Santé, eau potable et assainissement. Neuf (9) séances de formation ont été réalisées sur ces différents thèmes pour chacune des brigades. D'après les membres des différentes brigades rencontrées, parmi ces connaissances diffusées il y en a qui sont maîtrisées et d'autres le sont moins. En effet, la formation la plus maîtrisée est « l'Alerte » et « l'élaboration de carte de vulnérabilité de leur zone », la moins maîtrisée est



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

celle sur les « Premiers Soins ». Le tableau suivant résume en quelque sorte le niveau d'assimilation des thèmes de formation dispensés à ces structures.

Tableau 2 : Niveau de connaissance des brigades pour les différents thèmes traités

[Table Removed]

A côté de ces formations théoriques, les membres des brigades ont participé à des exercices de simulation de désastres afin d'appliquer les notions de GRD apprises.

C. Plan de préparation des brigades

La mission n'a pas eu l'opportunité d'avoir un exemplaire du plan de préparation aux désastres des brigades, mais ces dernières ont déclaré qu'elles ont un plan pour faire face aux éventuelles catastrophes naturelles au niveau de leur section respective. Ce modèle élaboré par eux-mêmes sous la supervision d'OXFAM GB est composé d'un plan d'alerte, d'un plan d'évacuation, d'un plan de secours et d'un plan de gestion des centres d'évacuation englobant les réponses à donner avant, pendant et après une catastrophe. Selon les brigades toutes les activités à réaliser dans le cadre du plan sont définies, les responsables sont identifiées et la période de mise en œuvre de chaque activité est précisée.

Elles affirment également qu'elles ont chacune une liste de volontaires formés qui peuvent apporter leur soutien en cas d'urgence au sein de leur communauté respective. En outre certains matériels permettant de répondre à certaines urgences sont aussi disponibles. Par contre, elles n'ont aucun moyen financier pour le moment et les sources possibles ne sont pas encore identifiées et explorées.

D. Analyse aspect institutionnel / capacités de réponse des brigades

En se basant sur les variables telles que : formation, personnel impliqué et moyens d'action, la mission croit que les brigades formées au niveau des différentes sections des communes ciblées ont une assez bonne capacité de réponse aux désastres. En effet, les connaissances diffusées en alerte, en préparation aux désastres, en réponses et en secours sont assimilées en grande partie par les membres de ces structures. Et c'est cette maîtrise du sujet qui les a conduit à l'élaboration d'un plan de gestion de risques et des catastrophes pour leur communauté respective.

Nous voulons signaler aussi que le choix de leaders communautaires de différentes localités de chacune des sections pour former ces entités est assez pertinent. Car, à côté des connaissances, les personnes impliquées dans cette dynamique ont un rôle primordial à jouer. En fait, elles doivent être des meneurs. Un personnel sans aucun leadership ne peut pas organiser sa communauté à répondre efficacement à une catastrophe. C'est à juste titre on



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

admet que la compétence d'un personnel est le produit des connaissances acquises et de son aptitude à influencer sur les autres ou du moins de son leadership.

Cependant sur le plan structurel et organisationnel des efforts restent à faire. Ces comités doivent avoir un acte constitutif faisant foi de leur existence et des règlements internes et statutaires qui régissent leur fonctionnement. En outre des locaux fixes pour la tenue des réunions, l'archivage des documents et qui pourraient servir de base d'opérations s'avèrent indispensables pour améliorer leur visibilité par rapport à leur communauté respective.

Comme les CMPC, la question de viabilité se pose également pour les brigades mises en place. Elles n'ont pas de projet, et la mission croit que c'est important pour dynamiser les groupes ou pour qu'ils se tiennent toujours en éveil. Formés pour être actifs uniquement en cas d'urgence n'est pas une manière réfléchie d'assurer la viabilité de ces entités. Les membres perdront la motivation qui les anime et au fil du temps ils deviendront passifs.

Alors comme signalé dans le cas des CMPC, des séminaires de formation en planification (de l'identification à la recherche de financement) et en gestion de projets communautaires seraient un atout relativement important pour ces structures. Autant que la mission, ces dernières le reconnaissent, en affirmant que s'il n'y a pas de suivi, dans peu de temps, elles ne seront plus opérationnelles. Et là se pose la question cruciale de leur reconnaissance légale ou leur affiliation à la DPC du département du Nord. Une telle appartenance pourrait apporter plus de confiance (psychologiquement parlant) aux groupes formés, et dans une certaine mesure un certain appui de cette direction.

2.3 LES BÉNÉFICIAIRES DES DIFFÉRENTES MUNICIPALITÉS

2.3.1 Connaissances des menaces des bénéficiaires

A. Connaissances des adultes

Globalement, les adultes sont de 3.7% affirmant ne pas être imbus des menaces contre 96.3% en ayant connaissance. Les informations disponibles montrent que 94.7% des Limbéens ont une bonne connaissance des menaces pesant sur leur localité ; 97.4% connaissent les problèmes au niveau de la commune de Bas-Limbé. Un pourcentage identique répond favorablement à la question tant pour les communes de Port-Margot et du Borgne.

Par rapport à la menace liée aux cyclones, la totalité (100%) des gens enquêtés au Bas-Limbé affirme y être exposés ; 81.3% des Limbéens affirment être exposés aux cyclone ; 97.5%



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

répondent favorablement à la question dans la commune du Borgne contre un pourcentage relativement plus faible de 64.9% de personnes à Port-Margot.

En ce qui concerne les inondations, la quasi-totalité des enquêtés se sentent exposés aux inondations. En effet, 100% disent se sentir menacés au Limbé ; 97.4% à Bas-Limbé, 97.6% le déclarent à Port-Margot avec 97.5% au Borgne.

Quant aux glissements de terrain, la commune de Borgne paraît la plus exposée (77.5%). Vient ensuite le Bas-Limbé avec 77.5% de gens répondant favorablement à la question. Puis le Port-Margot (54.1%) et Limbé avec 37.3% de gens se sentant exposés à cette menace.

A propos des tremblements de terre, 89.2% des enquêtés affirment être menacés à Bas-Limbé. Quelques 65.3% le sont au Limbé, contre des pourcentages relativement faibles de 37.5% et 21.6% respectivement au Borgne et à Port-Margot.

Les adultes (hommes et femmes) des différentes municipalités reconnaissent à 90% en moyenne que les inondations représentent le type de menace le plus à craindre.

B. Connaissances des enfants

La quasi-totalité des enquêtés des dites communes ont une bonne connaissance des menaces pesant sur leurs communes respectives. En effet, tant pour les communes de Limbé, du Bas-Limbé que du Borgne, la totalité (100%) des enfants enquêtés se disent bien informés des menaces pesant sur leur communauté. Ce pourcentage est de 93.3% à Port-Margot.

100% des enfants se sentent exposés aux cyclones à Bas-Limbé ; 97.5% le sont au Limbé ; 86.7% à Port-Margot contre 57.1% au Borgne. La totalité des enfants enquêtés à Bas-Limbé, à Port-Margot et au Borgne se sentent exposés aux *inondations* et un pourcentage non négligeable de 87% au Limbé.

Quant aux glissements de terrain, 15% seulement des enfants du Limbé se disent menacés, 33% craignent cette menace à Port-Margot et au Borgne et 5.3% à Bas-Limbé.

Pour ce qui est du tremblement de terre, une large fraction des adolescents se sent menacée par ce fléau. En effet, 95% des Limbéens déclarent y être exposés, 94.7% le sont à Bas-Limbé avec respectivement 40% et 28.6% pour les communes de Port-Margot et du Borgne.

2.3.2 Pratiques sécuritaires des bénéficiaires des différentes communes en R&D

A. Pratiques des adultes



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

D'une manière générale la pratique de lutte des adultes au niveau des localités cibles se révèle faible. En effet :

En renforcement des structures de fondation et de toiture de leur maison, seulement 7.8% des Limbéens ont déjà adopté cette pratique en vue de diminuer leur vulnérabilité face aux menaces. 20% le font au Bas-Limbé, 22.2% à Port-Margot et uniquement 9.5% au Borgne.

En élévation des murs de fondation afin de lutter contre les inondations, 60% des gens dans la commune du Bas-Limbé ont utilisé cette technique et 44.2% des Limbéens le font. 44.4% la pratiquent à Port-Margot contre un pourcentage relativement faible de 28.6% de gens qui s'y livrent au Borgne.

Pour la construction de canaux de drainage autour de leur maison, seulement 17.6% des gens ont cette pratique à Limbé. 20% le font à Bas-Limbé, avec environ 11% à Port-Margot et au Borgne.

En ce qui concerne les déplacements de maison pour cause de vulnérabilité aux menaces, 27.5% des gens le font à Limbé, 60% le font à Bas-Limbé, avec 11.1% le pratiquant à Port-Margot et 25% au Borgne.

B. Pratiques des enfants

La pratique des enfants en matière de sécurité vis-à-vis des risques et désastres est évaluée en fonction de l'aide apportée soit à la communauté ou à leur famille avant ou après un désastre. Ces aides tournent autour de petits travaux de mitigation réalisés soit sous la direction des parents ou sous le contrôle de la direction de leur établissement.

Sous le contrôle des parents, ils sont 86.7% à Limbé se disent déjà participés dans l'exécution de petits travaux de drainage, 58.8% à Bas-Limbé, 75% dans la commune de Port-Margot et 60% au Borgne.

Sous le contrôle de la direction de l'établissement scolaire fréquenté, ils sont à un pourcentage de 35.3% à Bas-Limbé, 25% à Port-Margot, 3.3% à Limbé et 15% au Borgne.

2.3.3 La capacité de réponse de la population

A. Capacité de réponse des adultes

La capacité de réponse de la population est diagnostiquée à travers toutes les mesures prises avant, pendant et après une catastrophe naturelle au nombre desquelles nous pouvons citer : connaissances des lieux d'évacuation, préparation de réserve de nourriture, protection de documents importants de la famille, protection du bétail, des meubles et des récoltes. Aussi



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

est-il considéré comme capacité, leur préparation psychologique en vue d'affronter une catastrophe dans l'avenir.

En effet, 27.3% des enquêtés dans la municipalité du Limbé ont déjà identifié un lieu d'évacuation en cas de désastre. 33.3% le font à Bas-Limbé, 50% à Port-Margot et 29.6% au Borgne.

58.2% des Limbéens font la préparation de réserve de nourriture pour pouvoir se ravitailler en cas de désastre ; 33.3% le font à Bas-Limbé, 84.6% ont cette pratique à Port-Margot et 77.8% au Borgne.

Au Limbé, 83.3% des gens prennent l'habitude de rassembler tous les documents importants dans une valise. 75% le font à Bas-Limbé, 88.5% à Port-Margot et 81.5 % de gens ont cette même habitude dans la municipalité du Borgne.

Au Limbé, seulement 1.9% des gens ont identifié un lieu sûr pour garder les animaux en cas de désastre. 20% des gens le font à Bas-Limbé, 30.8% ont cette pratique à Port-Margot et seulement 7.4% de gens au Borgne.

59.3% des borgnelais ont l'habitude de mettre en hauteur leurs meubles afin de les protéger contre les eaux d'inondation. 58.5% de Limbéens le font contre des pourcentages faibles de 20% et 19.2% respectivement à Bas-Limbé et à Port-Margot.

En ce qui concerne l'état psychologique des adultes, les données collectées portent à croire qu'ils sont assez craintifs. 5% seulement se disent prêts à affronter un désastre dans la municipalité du Limbé. Pour les municipalités de Bas Limbé, Borgne, Port Margot, ces pourcentages sont respectivement de 10, 9, 7%.

Et à la question pourquoi ils ne se sentent pas préparés, 60% en moyenne répondent par manque de moyens financiers et 30% par absence de soutien. Pour ce qui est du soutien ils ne sont pas nombreux à être au courant de l'existence d'un comité municipal pouvant leur aider en cas de désastres.

A Limbé, 8% seulement connaissent l'existence du CMPC contre 9, 15, 10% respectivement à Bas Limbé, Borgne et Port-Margot.

B. La capacité de réponse des enfants

La capacité des enfants est évaluée suivant les mêmes variables retenues dans le cas des adultes.

2.9% des enfants du Limbé savent identifier un lieu d'évacuation en cas de désastre. 27.8% le font à Bas-Limbé, 25% à Port-Margot et 25% au Borgne.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

20.6% seulement des enfants interviewés dans la municipalité du Limbé préparent une certaine réserve de nourriture pour pouvoir se ravitailler en cas de désastre, 11.1% le font à Bas-Limbé. Dans les deux autres municipalités les enfants ignorent cette pratique.

Des initiatives de protéger les documents importants à la maison sont observées chez 61.8% des enfants du Limbé et 88.9 % au Bas-Limbé. 25% des enfants de Port-Margot ont ce principe et 37.5% au Borgne.

A Bas-Limbé seulement 5.6% des enfants ont identifié un lieu sûr pour garder les animaux en cas de désastre. Les autres municipalités négligeant cette pratique.

A Port-Margot, 75% des enfants questionnés participent à l'arrangement des meubles en hauteur pour empêcher leur détérioration par les eaux en cas d'inondation. A Bas-Limbé, 66.7% le font avec des pourcentages non négligeables de 51.5% et 50% respectivement à Limbé et au Borgne.

Tout comme les adultes, les enfants ne se sentent pas psychologiquement en état pour affronter une catastrophe. Ils sont 12% à Bas Limbé qui se disent prêts, 7% à Limbé, 8% à Port-Margot et 10% au Borgne.

Par contre, les enfants ont plus d'informations sur l'existence des CMPC. Ils sont de 40% au Limbé, 30, 50, 35% respectivement pour les municipalités de Port-Margot, Bas Limbé et de Borgne.

2.3.4. Analyse des résultats

Les chiffres obtenus en ce qui concerne les connaissances de la population en termes de menaces qui pèsent sur leur communauté sont assez parlants. Enfants et adultes les connaissent à plus de 90%. Ce résultat peut être vu comme le fruit de la sensibilisation des communautés et également du vécu de ces gens. En effet, l'occurrence des catastrophes naturelles dues aux aléas climatiques dans la région est relativement élevée, ce qui crée au niveau de ces communes une histoire connue par tout le monde dont les causes sont difficilement oubliables.

Face à ces menaces, certaines pratiques sont adoptées par les communautés afin de réduire leur impact. Les données recueillies montrent qu'au Bas Limbé, les gens sont beaucoup plus nombreux (60%) à se protéger en prenant des décisions soit de déplacer leurs maisons d'un endroit connu comme très vulnérable ou d'adopter des mesures qui tendent à renforcer les



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

structures de leurs maisons. Par contre dans les autres municipalités la tendance paraît assez faible. Ces pourcentages assez faibles peuvent être expliqués soit par un manque de moyens des gens pour entreprendre des travaux de protection de leur maison, une passivité dans la recherche de l'autoprotection ou une grande partie des individus enquêtés résident dans des lieux ne nécessitant pas de telles pratiques.

L'état de préparation des gens à affronter une catastrophe au niveau des quatre municipalités est assez moyen. En effet, une personne sur trois (33.3%) se fixe un lieu d'évacuation en cas d'un désastre imminent. Environ 7 sur 10 (65.5%) pensent à entretenir une réserve de nourriture, 8 personnes sur 10 (82.9%) prendront des décisions de protéger les documents importants, 5 personnes sur 10 (45.5%) protégeront leurs meubles, un sur 10 (11.6%) n'a pas un lieu pour sécuriser leurs bétails en cas de catastrophes.

En outre, leur préparation psychologique n'est pas vraiment au beau fixe. Ceux qui se disent prêts à faire face à un désastre sont relativement faibles, en moyenne 8 personnes sur 100. Et cela peut être expliqué, d'une part, par le manque de visibilité des organes de protection civile de la communauté (9 personnes adultes sur 10 en moyenne nient l'existence du CMPC), et d'autre part, et cela est essentiel, par leur inquiétude et leur impuissance à protéger leurs bétails et leurs récoltes représentant leurs principales sources de revenu.

Concluons que :

En matière de connaissance des risques, la population a une quantité d'informations assez claire sur les menaces les plus pesantes comme les inondations, les cyclones, les tremblements de terre tant chez les enfants que chez les adultes.

En termes de sécurité, les pratiques et les mesures de protection adoptées par les gens sont assez faibles quand on sait que 68% des enfants et environ 55% des adultes enquêtés se disent habités dans des lieux inondables et 35% seulement savent où se réfugier pour se protéger en cas de catastrophes.

En ce qui concerne la capacité de réponse, nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire en termes de protection familiale. La visibilité des CMPC doit être augmentée pour améliorer l'état psychologique des gens à faire face aux désastres et des mesures communautaires sont de mise afin de dégager des aires sécurisantes pour les bétails en cas de l'imminence d'une catastrophe.

3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

3.1 CONCLUSION



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

En se basant sur les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre de cette évaluation au niveau des quatre communes ciblées, il n'est pas vain d'affirmer que les interventions réalisées en ce qui concerne ce projet sont assez pertinentes. En effet, elles répondent à un besoin urgent d'éducation et d'information en matière de risques et désastres au sein des différentes communautés. En fait, ce projet, en misant préférentiellement sur les mesures non structurelles de réduction de risque, a jeté les bases pour une prise de conscience effective des menaces existantes et par conséquent faire des bénéficiaires des citoyens avisés en la matière.

Cette option non structurelle dans la réduction du risque a conduit l'équipe du projet à la mise en place, d'une part, de structures organisationnelles dont le mandat est d'organiser une réponse adéquate aux éventuelles catastrophes naturelles auxquelles elles auront à faire face et, d'autre part, à l'éducation et à la sensibilisation du grand public (hommes, femmes et enfants) en vue de les porter à changer de comportement et à adopter une attitude et des pratiques qui tendent à diminuer leur niveau de vulnérabilité.

Le message porté par le projet est passé. Les membres des différentes structures mises en place paraissent assez motivés et possèdent un niveau de connaissances en R&D qui leur permettrait d'être performants dans leur mission. Cependant vu l'inexpérience, à la fois des groupes et de leurs membres, leur manque de ressources (matérielles et humaines), ce n'est pas sûr qu'ils vont pouvoir gérer efficacement, dans les jours à venir, tout le processus lié à l'organisation et la mise en oeuvre d'une réponse liée à une urgence en matière de gestion de risques et de catastrophes naturelles.

Mais tout compte fait, ce projet a créé un sentiment d'alerte et d'éveil au sein d'une frange assez substantielle dans les différentes communautés ciblées. Et ceci mérite tout de même d'être renforcé par d'autres mesures non structurelles telles que la planification et la mise en oeuvre d'une politique d'aménagement du territoire centré sur la réglementation de l'occupation de l'espace.

3.2 RECOMMANDATIONS

Sur la base des premières conclusions, les recommandations suivantes sont de mise :

3.2.1 *Diversifier la formation des structures municipales et locales*

L'objectif visé, dans le cadre d'un tel projet, est d'avoir, au terme des activités, des gens avec des connaissances relativement importantes en matière de gestion de risques et des désastres naturels. Sur le plan individuel, nous pensons que c'est très juste. Cependant, en ce qui concerne les groupes, ces formations doivent être appuyées par d'autres qui tendent à leur inculquer un certain esprit d'initiative, et cela dans le seul but de préserver la motivation des membres et par conséquent assurer la viabilité des structures mises en place.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

3.2.2 Favoriser la participation locale dans l'élaboration des plans de réponses aux catastrophes naturelles.

Les plans de réponses en R&D élaborés par les structures mises en place sont assez valables en terme normatif. Cependant, ils ne prennent pas assez l'aspect culturel des communautés et les connaissances locales en la matière. Des plans conçus avec une forte participation des gens au sein de la communauté résoudraient ce problème et cette façon de faire contribuerait à l'augmentation de la visibilité des groupes constitués et à la sensibilisation de beaucoup plus de gens au niveau des communes.

3.2.3 Intégrer les organes officiels de protection civile (la DPC par exemple) dans la mise en place et dans la formation des structures

Les structures mises en place sont appelées à résister au temps. Pour cela, elles doivent être insérées dans une dynamique qui tend à pérenniser la motivation des gens soit à travers des séminaires de formation, soit à travers le financement de petits projets en mitigation de désastres. Et là, leur affiliation à la DPC est un impératif.

3.2.4 Améliorer la stratégie de communication au grand public

En ce qui concerne la sensibilisation du grand public en matière de risques et des désastres, certaines stratégies utilisées dans le cadre du VIH-SIDA sont applicables. Par exemple, un poster géant dans une communauté avec des slogans pertinents, ne passera pas inaperçu. En outre, l'organisation de « meeting » en plein air est un autre moyen pouvant aider à l'amélioration de la communication au grand public.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CCI, 2004. Rapport du groupe Thématique Environnement

DPC, 2000. Plan National pour la Gestion des Risques et Désastres en Haïti

DPC/OMS.OPS, 1999. La Communauté face aux désastres : Inondations et cyclones.

ECHO, 2002. Natural Disaster Risk Management Program : DIPECHO in the Caribbean.

IHSI, 2003. 4^{ème} recensement général de la population haïtienne : Résultats préliminaires

MDE, 2004. Programme d'Investissement Public en Environnement 2004-2006

MORA Sergio, 2000. Le défi : réduire l'impact des désastres en Haïti



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haïti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

MORA Sergio, 2002. Variables politiques pur l'inclusion de la gestion du risque dans l'agenda du développement durable.

OAS, 1990. Disasters planning and development : Managing natural hazards to reduce loss

OXFAM GB, 2006. Interim report: Improving Community Preparedness in the Northern Department.

USAID/OAS et al., 1997. Planning to mitigate the impacts of natural hazards in the Caribbean

ANNEXE I

TABLEAUX RESULTANT DU TRAITEMENT DES QUESTIONNAIRES D'ENQUETES INDIVIDUELLES

Les connaissances des menaces

**Tableau 2.1.1. localité répondant * imbu des problèmes Crosstabulation
Point de vue des adultes**

		% within localité répondant		
		imbu des problèmes		Total
		Oui	Non	
localité répondant	Limbé	94,7%	5,3%	100,0%
	Bas-limbé	97,4%	2,6%	100,0%
	Port-margot	97,3%	2,7%	100,0%



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

	Borgne	97,4%	2,6%	100,0%
Total		96,3%	3,7%	100,0%

Tableau 2.1.2. localité répondant * menace cyclone Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

		menace cyclone		Total
		Oui	Non	
Localité répondant	Limbé	81,3%	18,7%	100,0%
	Bas-limbé	100,0%		100,0%
	Port-margot	64,9%	35,1%	100,0%
	Borgne	97,5%	2,5%	100,0%
Total		85,3%	14,7%	100,0%

Tableau 2.1.3. localité répondant * menace inondation crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

		menace inondation		Total
		Oui	Non	
Localité répondant	Limbé	100,0%		100,0%
	Bas-limbé	97,4%	2,6%	100,0%
	Port-margot	94,6%	5,4%	100,0%
	Borgne	97,5%	2,5%	100,0%
Total		97,9%	2,1%	100,0%

Tableau 2.1.4. localité répondant * menace tremblement terre Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

		menace tremblement terre		Total
		Oui	Non	
localité répondant	Limbé	65,3%	34,7%	100,0%
	Bas-limbé	89,2%	10,8%	100,0%
	Port-margot	21,6%	78,4%	100,0%
	Borgne	37,5%	62,5%	100,0%
Total		55,6%	44,4%	100,0%



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Tableau 2.1.5. localité répondant * menace glissement terrain Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

		menace glissement terrain		Total
		Oui	Non	
localité répondant	Limbé	37,3%	62,7%	100,0%
	Bas-limbé	65,8%	34,2%	100,0%
	Port-margot	54,1%	45,9%	100,0%
	Borgne	77,5%	22,5%	100,0%
Total		54,7%	45,3%	100,0%

Tableau 2.2.1. localité répondant * imbu des problèmes Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		imbu des problèmes		Total
		oui	Non	
Localité répondant	Limbé	100,0%		100,0%
	Bas-limbé	100,0%		100,0%
	Port-margot	93,3%	6,7%	100,0%
	Borgne	100,0%		100,0%
Total		98,9%	1,1%	100,0%

Tableau 2.2.2. localité répondant * menace cyclone Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		menace cyclone		Total
		oui	Non	
Localité répondant	Limbé	97,5%	2,5%	100,0%
	Bas-limbé	100,0%		100,0%
	Port-margot	86,7%	13,3%	100,0%
	Borgne	57,1%	42,9%	100,0%
Total		87,4%	12,6%	100,0%

Tableau 2.2.3. localité répondant * menace inondation Crosstabulation.
Point de vue des enfants



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
 Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
 Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

% within localité répondant

		menace inondation		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	87,5%	12,5%	100,0%
	Bas-limbé	100,0%		100,0%
	Port-margot	100,0%		100,0%
	Borgne	100,0%		100,0%
Total		94,7%	5,3%	100,0%

Tableau 2.2.4. localité répondant * menace tremblement terre Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		menace tremblement terre		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	95,0%	5,0%	100,0%
	Bas-limbé	94,7%	5,3%	100,0%
	Port-margot	40,0%	60,0%	100,0%
	Borgne	28,6%	71,4%	100,0%
Total		71,6%	28,4%	100,0%

Tableau 2.2.5. localité répondant * menace glissement terrain Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		menace glissement terrain		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	15,0%	85,0%	100,0%
	Bas-limbé	5,3%	94,7%	100,0%
	Port-margot		100,0%	100,0%
	Borgne	33,3%	66,7%	100,0%
Total		14,7%	85,3%	100,0%

Pratiques sécuritaires



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraienne_e_e@yahoo.com

Tableau 2.3.1. localité répondant * renforcement fondation, mur ou toit Crosstabulation point de vue des adultes

% within localité répondant

		renforcement fondation, mur ou toit		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	7,8%	92,2%	100,0%
	Bas-limbé	20,0%	80,0%	100,0%
	Port-margot	22,2%	77,8%	100,0%
	Borgne	9,5%	90,5%	100,0%
Total		11,0%	89,0%	100,0%

Tableau 2.3.2. localité répondant * élévation sol Crosstabulation point de vue des adultes

% within localité répondant

		Elévation sol		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	44,2%	55,8%	100,0%
	Bas-limbé	60,0%	40,0%	100,0%
	Port-margot	44,4%	55,6%	100,0%
	Borgne	28,6%	71,4%	100,0%
Total		42,4%	57,6%	100,0%

Tableau 2.3.3. localité répondant * canal drainage autour maison Crosstabulation point de vue des adultes

% within localité répondant

		canal drainage autour maison		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	17,6%	82,4%	100,0%
	Bas-limbé	20,0%	80,0%	100,0%
	Port-margot	11,1%	88,9%	100,0%
	Borgne		100,0%	100,0%
Total		13,2%	86,8%	100,0%

Tableau 2.3.4. localité répondant * déplacement maison Crosstabulation



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

point de vue des adultes

% within localité répondant

		déplacement maison		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	27,5%	72,5%	100,0%
	Bas-limbé	60,0%	40,0%	100,0%
	Port-margot	11,1%	88,9%	100,0%
	Borgne	38,1%	61,9%	100,0%
Total		31,9%	68,1%	100,0%

**Tableau 2.4.1. localité répondant * sous la direction des parents Crosstabulation
Pratique enfants**

% within localité répondant

		sous la direction des parents		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	86,7%	13,3%	100,0%
	Bas-limbé	58,8%	41,2%	100,0%
	Port-margot	75,0%	25,0%	100,0%
	Borgne	60,0%	40,0%	100,0%
Total		73,8%	26,2%	100,0%

**Tableau 2.4.2. localité répondant * direction établissement scolaire Crosstabulation
Pratique enfants**

% within localité répondant

		direction établissement scolaire		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	3,3%	96,7%	100,0%
	Bas-limbé	35,3%	64,7%	100,0%
	Port-margot	25,0%	75,0%	100,0%
	Borgne		100,0%	100,0%
Total		13,1%	86,9%	100,0%

La capacité de réponse**Tableau 2.5.1. localité répondant * identification lieu d'évacuation Crosstabulation**

Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
 Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
 Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Point de vue des adultes

% within localité répondant

		identification lieu d'évacuation		Total
		Oui	Non	
localité répondant	Limbé	27,3%	72,7%	100,0%
	Bas-limbé	33,3%	66,7%	100,0%
	Port-margot	50,0%	50,0%	100,0%
	Borgne	29,6%	70,4%	100,0%
Total		33,3%	66,7%	100,0%

Tableau 2.5.2. localité répondant * préparation réserve nourriture Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

		préparation réserve nourriture		Total
		Oui	Non	
localité répondant	Limbé	58,2%	41,8%	100,0%
	Bas-limbé	33,3%	66,7%	100,0%
	Port-margot	84,6%	15,4%	100,0%
	Borgne	77,8%	22,2%	100,0%
Total		65,0%	35,0%	100,0%

Tableau 2.5.3. localité répondant * valise papiers importants Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

		valise papiers importants		Total
		oui	Non	
Localité répondant	Limbé	83,3%	16,7%	100,0%
	Bas-limbé	75,0%	25,0%	100,0%
	Port-margot	88,5%	11,5%	100,0%
	Borgne	81,5%	18,5%	100,0%
Total		82,9%	17,1%	100,0%

Tableau 2.5.4. localité répondant * lieux pour animaux Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant

	lieux pour animaux	Total

		oui	Non	
Localité		1,9%	98,1%	100,0%
répondant	Bas-limbé	20,0%	80,0%	100,0%
	Port-margot	30,8%	69,2%	100,0%
	Borgne	7,4%	92,6%	100,0%
Total		11,6%	88,4%	100,0%

**Tableau 2.5.5. localité répondant * élévation meubles Crosstabulation
Point de vue des adultes**

% within localité répondant

		élévation meubles		Total
		oui	Non	
localité	Limbé	58,5%	41,5%	100,0%
répondant	Bas-limbé	20,0%	80,0%	100,0%
	Port-margot	19,2%	80,8%	100,0%
	Borgne	59,3%	40,7%	100,0%
Total		45,5%	54,5%	100,0%

**Tableau 2.5.6. localité répondant * protection des récoltes Crosstabulation
Point de vue des adultes**

% within localité répondant

		protection des récoltes		Total
		oui	Non	
localité	Limbé		100,0%	100,0%
répondant	Bas-limbé	20,0%	80,0%	100,0%
	Port-margot	7,7%	92,3%	100,0%
	Borgne		100,0%	100,0%
Total		4,1%	95,9%	100,0%

**Tableau 2.6.1. localité répondant * identification lieu d'évacuation Crosstabulation
Point de vue des enfants**

% within localité répondant



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

		identification lieu d'évacuation		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	2,9%	97,1%	100,0%
	Bas-limbé	27,8%	72,2%	100,0%
	Port-margot	25,0%	75,0%	100,0%
	Borgne	25,0%	75,0%	100,0%
Total		14,7%	85,3%	100,0%

Tableau 2.6.2. localité répondant * préparation réserve nourriture Crosstabula
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		préparation réserve nourriture		Total
		oui	Non	
Localité répondant	Limbé	20,6%	79,4%	100,0%
	Bas-limbé	11,1%	88,9%	100,0%
	Port-margot		100,0%	100,0%
	Borgne		100,0%	100,0%
Total		13,2%	86,8%	100,0%

Tableau 2.6.3. localité répondant * valise papiers importants Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		valise papiers importants		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	61,8%	38,2%	100,0%
	Bas-limbé	88,9%	11,1%	100,0%
	Port-margot	25,0%	75,0%	100,0%
	Borgne	37,5%	62,5%	100,0%
Total		61,8%	38,2%	100,0%

Tableau 2.6.4. localité répondant * lieux pour animaux Crosstabulation
Point de vue des enfants



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

% within localité répondant

		lieux pour animaux		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé		100,0%	100,0%
	Bas-limbé	5,6%	94,4%	100,0%
	Port-margot		100,0%	100,0%
	Borgne		100,0%	100,0%
Total		1,5%	98,5%	100,0%

Tableau 2.6.5. localité répondant *  levation meubles Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		élevation meubles		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	51,5%	48,5%	100,0%
	Bas-limbé	66,7%	33,3%	100,0%
	Port-margot	75,0%	25,0%	100,0%
	Borgne	50,0%	50,0%	100,0%
Total		58,2%	41,8%	100,0%

Tableau 2.6.6. localité répondant * protection des récoltes Crosstabulation
Point de vue des enfants

% within localité répondant

		protection des récoltes		Total
		oui	non	
Localité répondant	Limbé	9,1%	90,9%	100,0%
	Bas-limbé		100,0%	100,0%
	Port-margot		100,0%	100,0%
	Borgne		100,0%	100,0%
Total		4,5%	95,5%	100,0%

Vulnérabilité

Tableau 2.7.1. localité répondant * log e en lieu inondable Crosstabulation
Point de vue des adultes

% within localité répondant



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

		logé en lieu inondable		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	57,3%	42,7%	100,0%
	Bas-limbé	73,7%	26,3%	100,0%
	Port-margot	24,3%	75,7%	100,0%
	Borgne	45,0%	55,0%	100,0%
Total		51,6%	48,4%	100,0%

**Tableau 2.7.2. localité répondant * logé en lieu inondable Crosstabulation
Point de vue des enfants**

% within localité répondant

		logé en lieu inondable		Total
		oui	non	
localité répondant	Limbé	67,5%	32,5%	100,0%
	Bas-limbé	78,9%	21,1%	100,0%
	Port-margot	53,3%	46,7%	100,0%
	Borgne	70,0%	30,0%	100,0%
Total		68,1%	31,9%	100,0%

ANNEXE 2

Termes de référence



Recherche :
**EVALUATION DES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES (CAP) EN GESTION
DES RISQUES ET DES CATASTROPHES.**



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Termes de Référence

1 - Contexte

Dans le cadre de ses programmes de Gestion des Risques et des Désastres en Haïti, Oxfam GB implémente un projet appelé : « *Improving Community Preparedness in the Northern Department* » pour une période de 15 mois à partir de Novembre 2005 et financé par le Bureau de Préparation Catastrophe de l'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (DIPECHO).

La zone opérationnelle de ce projet se situe dans les municipalités du Département du Nord, plus spécifiquement les Communes de Cap-Haïtien, de Limbé, de Bas Limbé, du Borgne et de Port Margot. Il comporte 4 axes d'intervention importants : (1) la gestion locale des risques en milieu urbain et rural, (2) la mise en place de systèmes d'alerte précoce, (3) la campagne de sensibilisation et l'éducation des enfants, (4) le renforcement des capacités des Comites Locaux de Protection Civile (KLPS) du Cap Haïtien et des Comites Communaux de Protection Civile dans les communes rurales ci-haut mentionnées.

L'un des objectifs clés du projet consiste à ce que les femmes, les hommes et les enfants des zones ciblées soient conscientisés et soient sensibles à l'origine et aux causes des catastrophes naturelles qu'ils subissent régulièrement ainsi que les conséquences désastreuses qui en découlent pour changer leur façons de vivre et prendre des attitudes et des pratiques stratégiques en vue réduire leur vulnérabilité à l'impact des catastrophes naturelles.

Un étude préliminaire avait été menée au début du projet pour d'une part faire un diagnostic initial de la situation des populations cibles en termes de gestion des désastres dues aux catastrophes naturels, et d'autre part, disposer d'un indice (méthodologie de collecte et outils d'analyse à base de variables, indicateurs et index) pour mesurer et évaluer les progrès réalisées.

Il s'avère nécessaire à la fin du projet de faire une évaluation réaliste en vue de mesurer les effets réels de ce projet sur les populations cibles en terme de connaissances acquises, changement d'attitudes et de comportements ainsi que les pratiques adoptées pour s'adapter, faire face aux catastrophes naturelles régulières dans la région et réduire les désastres qui en découlent.

Pour ce faire, Oxfam GB cherche à engager les services d'un Consultant (firme ou individu) ayant l'expérience et les compétences adéquates en vue de conduire une évaluation de Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP) auprès des populations cibles dans la zone opérationnelle du projet.

2. Objectif de la consultation

- Faire un inventaire des connaissances nouvelles acquises tant par les populations cibles que par les membres des Comites Communaux de Protection Civile en termes de gestion des risques et des désastres.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haïti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

- Répertorier les nouvelles pratiques acquises par les populations cibles et les stratégies pour s'approprier constamment à affronter les catastrophes naturelles et atténuer leurs effets désastreux.
- Se basant sur la perception du risque et de la conscientisation à la vulnérabilité, analyser les changements d'attitude et de comportement des populations cibles pour faire face aux catastrophes naturelles, s'adapter en leur occurrence et réduire les risques des désastres.

3. Services attendus

- Un document présentant la méthodologie suivie pour collecter les informations /données et pour analyser les résultats obtenus.
- Un document présentant un état réel des connaissances et les pratiques nouvelles acquises par les populations cibles relatifs à la gestion des risques et désastres.
- Un document présentant l'analyse CAP (Connaissances, compétences, Attitudes et Pratiques) sur la gestion des risques et des désastres par les membres des Comités Communaux de Protection Civile de Cap-Haïtien, Limbe, Bas Limbe, Port Margot et Borgne.
- Un document présentant la perception des populations cibles, surtout les femmes, sur la vulnérabilité et les menaces ainsi que les capacités des Comités et des populations à atténuer les risques et les désastres.
- Des suggestions et recommandations sur les résultats et les indicateurs en vue de mieux atteindre les objectifs globaux du projet

Tâches spécifiques.

- Recherche des documents de base sur les méthodologies d'analyse des risques et des désastres.
- Préparation d'une méthodologie participative appropriée de collecte et de traitement/analyse des données.
- Soumission de la méthodologie à l'équipe du projet pour approbation.
- Recrutement, organisation, formation, et encadrement du personnel d'aide pour faire l'étude.
- Planification, organisation et mise en place de la recherche participative dans les 5 municipalités cibles
- Analyse des données et préparation des rapports
- Soumission du rapport final comportant tous les éléments mentionnés ci-dessus

4. Logistique et ressources humaines

Equipe technique / Assistants :

Le consultant recrutera le personnel nécessaire selon les besoins pour la réalisation de cette étude. Tous les frais de ce personnel seront pris en charge par le consultant.

Transport et Déplacements :

Dans la mesure du possible, Oxfam GB assurera les déplacements sur terrain du Consultant et de son personnel. Tous les autres frais (accommodation / logement et repas seront à la charge du consultant).



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haïti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Equipement:

- tous les équipements de travail sur le terrain sont à la charge du consultant
- tous les équipements informatique et cartographique sont à la charge du consultant.

5. Suivi du Service

Des réunions régulières avec l'équipe technique d'Oxfam GB auront lieu aussi souvent que possible pour le suivi des travaux, et devront faire objet d'un rapport écrit et accepté par les deux parties.

6. Publication – Droits d'auteurs

Les droits d'auteurs seront co-partagés par Oxfam et le consultant.

Suivant la qualité des résultats et des documents finaux, Oxfam se propose de publier et diffuser au niveau national/international les résultats de la recherche.

7. Pre-requis :

- Expérience professionnelle reconnue appuyée par une formation universitaire du niveau en Master ou PhD en Développement Rural, Sociologie, Géographie ou domaine équivalent.
- Connaissance de base de la Gestion des Risques et des Désastres
- Bonne connaissance des principes et méthodes de la Recherche Participative et de la recherche classique
- Expérience d'animation rurale communautaire
- Excellente capacité à analyser, évaluer et planifier
- Excellente maîtrise du français écrit
- Excellente compréhension de l'Anglais
- Très bonne connaissance de logiciel d'analyse des données statistiques (SPSS).
- Bonne capacité de communication et de relation interpersonnel
- Expérience d'encadrement d'une équipe
- Connaissance, grande sensibilité et engagement aux principes d'égalité et équité de genre, la protection de l'environnement et aux problématiques du VIH/SIDA
- Souscrire aux buts et objectifs d'Oxfam

8 - Calendrier – Durée

Le mandat du consultant est du 10 Décembre 2006 au 20 janvier 2007.

NB.

Envoyer les offres de services comprenant le plan calendrier du travail, la logistique et stratégie ainsi que les honoraires souhaités a :

Oxfam GB Haiti Office
4 rue Marcadieu, Bourdon,
Route Lycee Français



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
 Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
 Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

Port-au-Prince, Haiti.
Tel: +509 245-9077; 245-8122
Fax : +509 245-2113
E-mail : info@oxfamhaiti.org



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

ANNEXE 3

Questionnaires utilisés dans le cadre des enquêtes individuelles



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1^{er} Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850
Email : caraibeenne_e_e@yahoo.com

© Oxfam GB 2007

First published online by Oxfam GB in 2010.

This document is part of a collection of programme evaluations available from Oxfam GB in accordance with its evaluation policy.

This document was originally written for internal accountability and learning purposes, rather than for external publication. The information included was correct to the evaluator's best knowledge at the date the evaluation took place. The views expressed in this report are those of the author(s) and do not necessarily reflect Oxfam's views.

The text may be used free of charge for the purposes of advocacy, campaigning, education, and research, provided that the source is acknowledged in full. The copyright holder requests that all such use be registered with them for impact assessment purposes. For copying in any other circumstances, or for reuse in other publications, or for translation or adaptation, permission must be secured and a fee may be charged. Email publish@oxfam.org.uk

For further information on the issues raised in this document email phd@oxfam.org.uk

Oxfam is a registered charity in England and Wales (no 202918) and Scotland (SC 039042). Oxfam GB is a member of Oxfam International.

www.oxfam.org.uk